

Rés. PAIX POUR LE CONGO
Strada Cavestro n°16
Loc. Vicomero
43056 San Polo – Torrile (PR)
Italie
tel-fax : 0521/314263
E-mail : info@muungano.it

Congo Actualité n° 102

15 décembre 2009

SOMMAIRE:

ÉDITORIAL: Il est temps de réagir
UN PRÊTRE ET UNE RELIGIEUSE ASSASSINÉS PRES DE BUKAVU (SUD KIVU)
UN RAPPORT DE L'ONU
Réactions au Rapport
Pour une lecture du Rapport
ARRIVÉE MASSIVE DE «REFUGIÉS CONGOLAIS» DU RWANDA
LA SOCIÉTÉ CIVILE

ÉDITORIAL: il est temps de réagir

Selon le rapport présenté début de décembre par le groupe des experts de l'Onu pour la RDCongo au Conseil de Sécurité, l'actuelle opération militaire menée par l'armée congolaise avec l'appui de la Monuc, la Mission de l'Onu en RDCongo, contre les Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (Fdlr) a été un échec cuisant, car elle n'a pas pu démanteler la structure militaire du mouvement rebelle et a contribué à empirer la crise humanitaire du Nord et Sud Kivu.

La longue et douloureuse série de massacres, viols, incendies de villages, enlèvements, vols et pillages... dont la population civile du Kivu est victime est maintenant à la connaissance de tous et ne fait que s'allonger. Les toutes dernières nouvelles font état du meurtre du P. Daniel Cizimya, prêtre congolais de la paroisse de Kabare, aux alentours de Bukavu (Sud Kivu) et de soeur Denise, une soeur congolaise de l'abbaye de Clarté de Dieu, à Murhesa, toujours près de Bukavu. Les auteurs de ces meurtres sont des hommes armés non identifiés. Déjà le 2 octobre, un groupe d'hommes en uniforme militaire et armés avaient attaqué la paroisse catholique de Ciherano, au sud de Bukavu et le 4 octobre le couvent des frères Maristes de Nyangezi et l'internat du groupe scolaire Weza furent pillés, toujours par des hommes armés.

Comme on pourra le constater, il ne s'agit plus de cas sporadiques de banditisme et il faudra se demander si cela est déjà une étape d'un plan préétabli: frapper et déstabiliser les forces vives de la société, en commençant par l'église, pour mener à terme certains projets criminels et inavouables. Et même s'il s'agissait seulement de banditisme sauvage, il y a à se demander à qui il profite, dès que la justice ne peut pas, ou ne veut pas, en trouver les responsables.

La situation est complexe et l'Onu et la Communauté Internationale n'ont pas pu donner une réponse radicale à la crise de la région des Grands Lacs. Cette crise tourne autour de l'exploitation illégale des ressources minières de la RDCongo (cassitérite, coltan, or, wolfram, pétrole et gaz méthane) dans laquelle l'implication de multinationales occidentales et sociétés minières avec siège en Europe, Canada, États-Unis et Asie est bien connue.

Pour se partager le gâteau minier de la RDCongo, il fallait trouver qui la coupe en morceaux. Pour ne pas se salir les mains avec du sang innocent, les multinationales et les gouvernements occidentaux leur soumis ont confié la sale tache aux Pays limitrophes, surtout le Rwanda et l'Ouganda, en exploitant les objectifs expansionnistes sur le territoire congolais, pour déstabiliser la RDCongo en vue d'une nouvelle configuration géographique: des état-nains, chacun contrôlé par des multinationales correspondantes. L'actuel soi-disant "retour" massif et irrégulier de "réfugiés

Congolais" du Rwanda semble couvrir une occupation militaire du Kivu déjà en cours par le biais des opérations militaires Umoja Wetu et Kymya II et s'inscrirait dans cette dynamique. Dans cette tragédie, la complicité interne d'une certaine élite politique, militaire et économique est aussi évidente.

Il appartient à tout le peuple congolais et à la Société civile faire pression avec les moyens de la non violence active sur ses représentants au Parlement et sur ses gouvernants, pour que la politique, l'armée et l'économie du Pays soient de plus en plus au service de la paix et de l'unité du Pays. Les 5 millions de victimes innocentes et le groupe des martyrs, dont **Mons. Christophe Munzihirwa, Mons. Emmanuel Kataliko, Pascal Kabungulu, Serge Maheshe, Didace Namujimbo, Bruno Koko Chirambiza, P. Daniel Cizimya et Soeur Denise Kahambo** nous indiquent la route à parcourir et nous accompagnent dans notre chemin.

UN PRÊTRE ET UNE RELIGIEUSE ASSASSINÉS PRES DE BUKAVU (SUD KIVU)

L'abbé Daniel Cizimya a été tué par balle dans la nuit du 5 au 6 décembre vers 2 h 00 du matin, par des hommes en armes non autrement identifiés, à la paroisse de Kabare, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Bukavu.

La soeur Denise Kahambo Murahirwa a été tuée par balle, le 7 décembre à 19 h 30 locales, par des hommes armés en uniforme, au monastère Notre Dame de la Clarté de Muresha, situé à 20 kilomètres de la ville de Bukavu, en territoire de Kabare.¹

Le 11 décembre, le clergé de Bukavu a remis un message au Président Joseph Kabila.

Selon les signataires du message:

- Les meurtres du P. Daniel CIZIMYA à Kabare et de Soeur Dénise Kahambu à Murhesa s'inscrivent dans une longue série d'attaques dirigées, les deux derniers mois, contre des ecclésiastiques et religieux: ce sont les cas de CIHERANO le 3 octobre, NYANGEZI le 5 octobre, l'hôpital de Mukongola et KARHALE.
- La population du Sud Kivu est sous choc, parce que, avec de tels crimes, on a pris pour cible l'église catholique: les ecclésiastiques (Prêtres, Religieux et Religieuses) seraient considérées comme les témoins embarrassants de toutes les violations des droits de l'homme perpétrées massivement au Sud Kivu.
- En ville et à la campagne, beaucoup de personnes passent la nuit sans l'espoir d'un lendemain.
- Les routes et les villages sont pris "pas d'assaut par de gens armés en tenue militaire non différemment identifiées."
- La culture de l'impunité mène seulement à la paix des cimetières et favorise ceux qui sont en possession d'armes.
- La rivalité de commandement et la disparité de traitement vis-à-vis des différentes unités de l'armée nationale, en ce qui concerne les problèmes des salaires et de la logistique, couvent une tension qui pourrait exploser en chaque instant. Pour remédier à de tels inconvénients, on propose l'unification du commandement militaire au niveau provincial et un traitement équitable vis-à-vis des différentes unités militaires.
- La participation de certains militaires, issus du CNDP, à l'opération Kymia II contre les FDLR ne rassure pas la population qui bien rappelle les atrocités subies en 2004, à l'époque de l'occupation de la ville de Bukavu par Nkunda et Mutebusi.
- Beaucoup de crimes et de violations des droits de l'homme sont attribuées à certains militaires de l'armée nationale déployés au Kivu. Il serait donc souhaitable de caserner et identifier tous les militaires, pour éviter la circulation incontrôlée d'hommes armés en uniforme militaire non autrement identifiés.

¹ Cf Radio Okapi, 06 et 08.12.'09

- Les services de sécurité ne semblent pas être à la hauteur de leur devoir, dès qu'ils ne semblent pas savoir anticiper les événements et intervenir à temps. La police provinciale ferait davantage si elle était mieux équipée et organisée.

Déjà le 6 décembre, dans un premier message, **Mgr Pierre Bulambo Lunanga**, Vicaire Général du diocèse de Bukavu, écrit: «Arriverons-nous à savoir s'il existe des liens entre les malfrats et ceux qui assurent la sécurité dans le milieu?... Visiblement une guerre d'usure est en cours. Loin de nous anéantir, elle suscite des nouvelles énergies... Fatalité ou hypocrisie partagée par ceux qui veulent fatiguer pour mieux diviser et terroriser?... Aux Autorités congolaises nous disons que les gens sont fatigués de crier et de mourir!... Aux populations congolaises nous disons que personne ne nous apportera la paix sans nous. Malgré les intimidations, sachons que nos villages nous appartiennent et nous devons les protéger et apprendre à y vivre. Malgré tout, gardons courage!». ²

À l'enterrement du P. **Daniel Cizimya** célébré le 9 décembre sur l'esplanade de la cathédrale de Bukavu, ont participé 150 prêtres environ, plus de 5.000 chrétiens, inclus des étudiants de quelques écoles et universités. Au cours de l'homélie, l'évêque **Mgr. François Xavier Maroyi** a affirmé avec force: "L'Église s'agenouille seulement devant l'Eucharistie, pas devant un fusil. Donc si quelques uns pensent de la mettre à genoux en tuant des prêtres et des sœurs, ils se trompent". ³

Dans une déclaration de presse au centre diocésain Lindonge, à Kinshasa, **Mgr Laurent Monsengwo Pasinya**, a affirmé que les derniers cas de violence enregistrés à Bukavu montrent qu'ils sont intentionnellement dirigés contre l'Église catholique dans sa mission de paix et de réconciliation. Il a conclu: «Nous demandons à l'Etat congolais et à la Monuc, chacun en ce qui le concerne, de prendre des mesures vraiment efficaces pour arrêter l'escalade de la violence, identifier les coupables, les juger en toute justice et assurer la protection des biens et des personnes». ⁴

Les actes de violence contre les religieux vont au-delà de toute compréhension, déclare le **père Jean-Paul Bahati**, missionnaire barnabite à Bukavu. "Nous ignorons qui sont les auteurs de ces crimes ni pour quelle raison ils agissent ainsi, mais nous avons l'impression qu'il s'agit d'actions planifiées pour semer la terreur et le chaos. Quand on tue un pasteur, c'est la débandade pour les brebis", précise le missionnaire congolais. ⁵

Le vice-gouverneur du Sud Kivu, Jean Claude Kibala, déplore ces assassinats qu'il qualifie de ruse des assaillants (les rebelles des Fdlr – ndr) pour opposer la population aux militaires, à la police et aux autorités. ⁶

Cette explication ne convainc pas l'Église locale, qui soupçonne plutôt des factions de l'armée nationale. Cette dernière est une «juxtaposition de forces qui se haïssent, chacune ayant son propre agenda», explique le P. **Justin Nkunzi**, responsable de la commission Justice et Paix du Sud-Kivu. Le doute n'est plus permis: c'est bien l'Église catholique qui est visée au Sud-Kivu. L'Église du Sud Kivu, comme sa jumelle du Nord-Kivu, a payé un lourd tribut au long des années de guerre. Son rôle de porte-parole des victimes est clairement visé. «L'Église est la seule à faire contrepoids. Certains voudraient l'impliquer dans la logique des armes, mais elle restera fidèle à sa mission», explique le P. Nkunzi. ⁷

² Cf corr. Part. – congoforum, 07.12.09

<http://www.congoforum.be/fr/nieuwsdetail.asp?subitem=1&newsid=163443&Actualiteit=selected>

³ Cf Source locale – Bukavu, 09.12.'09

⁴ Cf Radio Okapi, 09.12.'09

⁵ Cf Misna, 09.12.'09

⁶ Cf Radio Okapi, 08.12.'09

⁷ Cf Laurent d'ERSU (à Goma) – La Croix, 09.12.'09

<http://www.la-croix.com/L-Eglise-catholique-est-visee-au-Sud-Kivu/article/2405360/4078>

UN RAPPORT DE L'ONU

Début novembre, le groupe d'experts de l'ONU chargé de surveiller l'embargo sur les armes à destination des groupes armés encore actifs en RDCongo, a transmis au Conseil de sécurité de l'ONU un rapport qui n'a pas encore été rendu public.

Dans ce rapport détaillé les experts affirment que "les opérations militaires menées contre **les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR)** ont échoué à démanteler les structures politiques et militaires de l'organisation" qui continue à recruter de nouveaux membres et s'est réinstallée dans de nombreuses zones d'où elle avait été chassée après des offensives en 2009. Selon le rapport, les FDLR ont depuis bâti des "réseaux de financement et de soutien régionaux et internationaux" pour parvenir à exporter des minerais jusqu'en Europe ou dans les Emirats, se procurer des armes et faire échec à toute tentative de leur neutralisation.

Les experts affirment que ces rebelles des FDLR parviennent via des intermédiaires à exporter des minerais. On cite des compagnies britannique, malaisienne ou thaïlandaise, qui achèteraient des pierres issues de mines contrôlées par des rebelles.⁸

D'après les enquêteurs des Nations unies, les FDLR ont pu s'approvisionner en armes et en munitions grâce à des contacts avec des officiers de l'armée congolaise qui les a longtemps soutenus et ont «*passé des alliances stratégiques avec d'autres groupes armés*».⁹ L'armée de Kinshasa est ainsi la "*principales source d'armes et munitions des FDLR*".¹⁰ Selon les experts, en outre, des unités congolaises ont entravé le travail de la Monuc pour démobiliser et rapatrier des FDLR, voire prévenu les combattants rebelles de l'arrivée de l'armée congolaise, sensée les attaquer, en tirant en l'air.

Selon le rapport, les FDLR sont financés par l'exploitation de ressources naturelles congolaises et par la diaspora, mais surtout ils bénéficient d'appuis très hauts placés au Burundi et en Tanzanie. Le Burundi leur sert de base arrière et leur permet avec l'Ouganda de faire transiter sans difficulté l'or qu'ils exploitent dans les Kivu.

Les experts soulignent que les opérations, menées en janvier-février par Kigali et Kinshasa et, depuis, par l'armée congolaise seule, avec le soutien de la Mission de l'Onu en RDC (Monuc), ont "aggravé la crise humanitaire" au Nord et Sud-Kivu. "Plusieurs centaines" de civils ont été tués, des villages pillés et incendiés, et des "centaines de milliers de personnes" ont fui les violences.¹¹ Convaincu que le mouvement serait considérablement affaibli s'il était coupé du contact avec la diaspora hutu rwandaise, le groupe d'experts déplore en particulier le manque de coopération des pays occidentaux, parmi lesquels la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, où sont installés des cadres des FDLR en liaison régulière avec les combattants en RDC.¹² Persuadé que sans soutien extérieur, la capacité de nuisance des rebelles serait «*considérablement diminuée*», le groupe plaide pour une «*approche commune*» par tous les pays concernés par l'activité des FDLR et recommande au Conseil de Sécurité d'inciter au lancement de mandats contre les principaux leaders rebelles vivant à l'étranger.¹³

⁸ Cf AFP – Paris, 25.11.'09

⁹ Cf AFP -Kinshasa, 25.11.'09

¹⁰ Le rapport cite par ailleurs plusieurs exemples de détournement d'armements de l'armée congolaise au profit des FDLR par des officiers supérieurs congolais. Sont notamment cités le colonel Baudouin Nakabaka, "numéro deux" de la 10e Région militaire (Sud-Kivu), et son supérieur direct, le général Pacifique Masunzu.

¹¹ Cf AFP -Kinshasa, 25.11.'09; RFI, 25.11.'09 ; M.F.C. – La libre Belgique, 25.11.'09

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/545002/onu-rapport-fouille-sur-les-fdlr.html>

¹² Cf AFP – Paris, 25.11.'09

¹³ Cf AFP -Kinshasa, 25.11.'09

Toujours sur la situation dans l'Est de la RDC, les enquêteurs de l'ONU estiment que l'intégration des troupes du **Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP)** de Laurent Nkunda dans l'armée nationale n'est pas encore effective. Pourtant, son nouveau chef, Bosco Ntaganda, est dans les faits le commandant en second de l'opération anti-FDLR au Sud-Kivu, bien que sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale Internationale pour crimes de guerre.¹⁴

Le rapport décrit comment une opération conjointe de l'armée rwandaise avec la rébellion tutsie, le CNDP, dont l'objectif devait être de combattre les rebelles hutus, s'est accompagnée en janvier de campagnes pour vider de leurs habitants certaines zones près de Walikale, pour y installer les rebelles alliés de Kigali dans une zone particulièrement riche en cassitérite, un minerai servant à la fabrication de l'étain.¹⁵

Selon le panel d'experts, les opérations militaires ont aussi exacerbé la crise humanitaire dans les Kivus et ont permis aux anciens rebelles du C.N.D.P., intégrés à l'armée nationale (FARDC), d'étendre leur influence sur la région.

Les experts de l'ONU ont aussi enquêté sur les activités des ex-rebelles du C.N.D.P. qui ont cependant mis en place un système de taxation leur rapportant au moins 250.000 dollars par mois, tandis qu'ils profitent également du commerce illégal de minerais vers Kigali et contrôlèrent plusieurs caches d'armes dans les deux Kivus.

Plus grave, le rapport indique clairement que sous le commandement de Bosco Ntaganda, les unités C.N.D.P. intégrées à l'armée se sont rendues responsables de tueries ciblées, de viols et autres violations des droits de l'homme au cours d'opérations militaires. Le Groupe des experts conclut que les activités du C.N.D.P. provoquent des tensions entre communautés ethniques dans le Nord-Kivu notamment.¹⁶

Le rapport s'intéresse également à l'exploitation de ressources naturelles du Congo.

Les experts *"ont établi que le niveau d'exportation frauduleuse de minerais dans les pays voisins a augmenté de manière significative depuis 2008 et particulièrement depuis le rapprochement entre Kinshasa et Kigali"* en janvier 2009.

S'agissant du trafic d'or, **les experts épinglent les numéros un et deux de l'armée congolaise pour le Sud-Kivu, le général Pacifique Masunzu et le colonel Baudouin Nakabaka** - déjà cités dans la fourniture d'armes aux FDLR - *"significativement impliqués"* dans le commerce de l'or au Sud-Kivu.

Au Nord-Kivu, les experts impliquent, *"dans le transport de minerai à son nom"*, **le numéro deux de l'armée congolaise pour cette province, le colonel Etienne Bindu**, figure connue du monde minier kivutien et *"orchestrateur-clé du massacre"* du 13 août 2009 à Bisié pour le contrôle d'une des plus importantes mines de cassitérite de la région.

Le rapport implique également dans le trafic d'or le groupe armé FRF, constitué de Banyamulenges (Tutsis du Sud-Kivu) **et anciennement dirigé par le général Pacifique Masunzu, qui a aujourd'hui rejoint l'armée congolaise et est devenu commandant la 8e Région militaire.** Le FRF avait des contacts importants au Rwanda et au Burundi jusqu'à septembre 2009, dit le rapport, quand le groupe *"a noué de nouvelles alliances avec les FDLR"*.¹⁷

¹⁴ Cf RFI, 25.11.'09

<http://www.rfi.fr/contenu/20091125-rapport-derange>

¹⁵ Cf Jean-Philippe Rémy – Le Monde, 26.11.'09

¹⁶ Cf Thomas Fessy - BBC Afrique – Kinshasa, 26/11/2009

¹⁷ Cf M.F.C. – La libre Belgique, 25.11.'09

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/545099/1-or-et-l-armee-congolaise.html>

Sur la M.O.N.U.C., les rapporteurs notent la contradiction de son mandat lui demandant de protéger les civils tout en appuyant des opérations militaires qui ont aggravé la situation humanitaire dans la région.¹⁸

Les experts s'inquiètent également du manque de respect, par **plusieurs Etats**, de leur obligation de signaler tout envoi à l'armée congolaise de matériel militaire, expertise ou formateurs. Ils suspectent notamment des chargements nord-coréens et chinois d'irrégularités.¹⁹

Enfin, concernant le réchauffement des relations diplomatiques entre Kigali et Kinshasa, les experts démontrent qu'il s'agit en fait davantage d'une collusion pour des intérêts économiques.²⁰

Réactions au Rapport

Plusieurs pays se sont déclarés contre le contenu de ce dernier rapport. L'Ouganda siège en ce moment au Conseil de sécurité et n'apprécie pas du tout d'être désigné comme l'un des hauts lieux de transit de l'or exploité illégalement par les FDLR dans l'est de la RDCongo. La Chine, qui est notamment pointée du doigt pour des ventes d'armes à Kinshasa, a également tout fait pour retarder la publication du rapport. Avec une manœuvre dilatoire à peine voilée, Pékin a demandé à ce que le document soit traduit dans les quatre langues des membres permanents du Conseil avant d'être étudié. Le rapport gêne également la France, les Etats-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne. Par exemple, Paris n'a jusque-là jamais voulu transmettre aux enquêteurs la moindre information sur les FDLR vivant en France, Washington bloque toujours lorsqu'il s'agit de coopérer sur les comptes bancaires américains du CNDP et Londres accepte mal de voir des hommes d'affaires britanniques impliqués dans des trafics de minerais publiquement indexés.²¹

Le 27 novembre, dans un communiqué publié depuis Paris, **les FDLR** déplorent que le groupe d'experts indépendants de l'ONU fasse une liste des Rwandais de la diaspora, sur base d'appels téléphoniques passés avec les membres de leurs familles, amis et connaissances en RDC et les présente comme le "réseau de soutien et de financement international" du mouvement rebelle.²²

Les décisions du Conseil de Sécurité de l'Onu.

Le 30 novembre, le **Conseil de Sécurité des Nations Unies** a adopté à l'unanimité la résolution 1896 portant prorogation, jusqu'au 30 novembre 2010, des sanctions qu'il avait précédemment imposées contre la RDCongo et du groupe d'experts chargé de la surveillance de l'embargo sur les armes à destination de la République démocratique du Congo. Il demande à ce group de se focaliser sur les deux Kivu, l'Ituri et les réseaux régionaux et internationaux qui fournissent une aide aux groupes armés actifs dans l'Est de la RDCongo.²³

La Résolution 1896 renouvelle ainsi l'embargo partiel sur les armes: tout ce qui est destiné à l'armée congolaise doit être signalé par le vendeur, afin (de tenter) d'éviter sa revente à des groupes armés sévissant à l'est du Congo, dont les FDLR.

Le Conseil, conscient du lien qui existe entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, qui est l'un des principaux facteurs alimentant et exacerbant les conflits dans la région des Grands Lacs en Afrique, demande

¹⁸ Cf Thomas Fessy - BBC Afrique - Kinshasa, 26/11/2009

¹⁹ Cf M.F.C. - La libre Belgique, 25.11.'09

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/545002/onu-rapport-fouille-sur-les-fdlr.html>

²⁰ Cf RFI, 25.11.'09 <http://www.rfi.fr/contenu/20091125-rapport-derange>

²¹ Cf RFI, 25.11.'09

²² Cf AFP - Kinshasa, 27.11.'09

²³ Cf Radio Okapi, 30.11.'09

aux États Membres de l'Onu de prendre des mesures pour que les importateurs, les industries de transformation et les consommateurs de produits minéraux congolais qui relèvent de leur compétence exercent toute la précaution voulue vis-à-vis de leurs fournisseurs et de l'origine des produits qu'ils achètent; recommande aux importateurs et aux industries de transformation d'adopter des politiques, des pratiques et des codes de conduite en vue d'empêcher les groupes armés en RDCongo de bénéficier d'un soutien indirect à la faveur de l'exploitation et du trafic de ressources naturelles; recommande également aux États Membres, en particulier ceux de la région des Grands Lacs, de publier régulièrement des statistiques complètes sur les importations et exportations d'or, de cassitérite, de coltan et de wolfram.²⁴

Pour une lecture du Rapport

La paix demeure problématique au Kivu, tant il est vrai que la question dépasse le cadre national et régional. Elle est désormais un problème international. Le dernier rapport des experts de l'ONU prouve à suffisance que le Kivu est abandonné aux pilliers. La «guerre du Kivu», est avant tout la «guerre du contrôle des minerais» par des «seigneurs de guerre tant nationaux qu'étrangers».

Le rapport des experts de l'ONU démontre de l'existence des réseaux internationaux qui sont étroitement liés à l'exploitation de l'or, de la cassitérite, du diamant, du coltan. Ces minerais illégalement exploités de la RDC, transitent par le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya pour être vendus en Belgique, aux Emirats arabes, en Chine, Dubaï, Bombay, Entebbe, Anvers, Hong Kong... Quant aux noms des entreprises, on cite en passant Glory minerals, Tony Goetz & Zonen, Commercial Impex Ltd, Etablissement Namukaya, Gold Burundi Link Trading devenue par la suite Berkenrode BVBA installée en Belgique, Machanga Ltd et UCL LKtd, Emirats Gold, Huayang Trading Company (HTC), Afro Ventures Ltd (Hong kong), Métaux réfractaires Mining Company Ltd, toujours à Hong Kong... En ce qui concerne les groupes armés, il y a les FDLR, le CNDP, le PARECO, les Maï Maï et les FARDC mêmes.²⁵

Pour une évaluation.

A la lecture de ce rapport révoltant, la RDCongo, seule ne saurait résoudre ce cas de pillage de ses ressources minières. Toutes les initiatives de paix à l'image de celle de la conférence de Goma en janvier 2008 ne seraient que distraction. Le mal est très profond et dépasse les frontières tant nationales, que régionales. Il revient au Gouvernement de Kinshasa d'assumer pleinement ses prérogatives constitutionnelles pour appeler à la tenue d'une «Conférence internationale sur le pillage des minerais en RDC».²⁶

L'approche des Etats Unis et de l'Europe vis à vis du conflit à l'est de la RDCongo risque de perpétuer les racines du conflit plutôt que de le résoudre.

L'approche est obsessivement calibrée sur le rôle du FDLR et autres groupes rebelles et laisse dans l'ombre le rôle joué par l'Uganda et le Rwanda. Le Rwanda est le principal point de transit des minerais pillés en RDCongo par les groupes rebelles (FDLR, CNDP et bien d'autres) supposés être pourtant une menace pour la sécurité de ce dit-pays.

Selon Dow Jones, les exportations minières du Rwanda sont passées à 20% en 2008 par rapport à l'année précédente grâce aux recettes provenant du tungstène, cassitérite et coltan, trois principales matières premières dépourvues de son sol. On estime que si le pillage des minerais du Congo par le Rwanda continue au même rythme qu'il est aujourd'hui, ses revenus pourraient atteindre 200 millions de dollars US en 2010.

²⁴ Cf Conseil de Sécurité – Résolution 1896, 30.11.'09

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/RMOI-7YAVHJ?OpenDocument&cc=cod&rc=1>

²⁵ Cf Le Potentiel – Kinshasa, 02.12.'09

²⁶ Cf Le Potentiel – Kinshasa, 02.12.'09

Herman Cohen, ancien Secrétaire d'Etat américain aux Affaires Africaines le dit mieux que n'importe qui, quand il affirme "ayant réussi à contrôler les Kivus pendant 12 ans, le Rwanda n'est pas prêt à se priver des richesses de cette région qui lui procure un pourcentage significatif de son produit national brut". Aussi longtemps que l'Occident donne carte blanche à Kagame, le conflit et l'instabilité persistera au Congo.

Le Rwanda est l'un des principaux passages pour l'exportation illicite des minerais du Congo, mais dans l'approche des occidentaux qui fustige les groupes armés tirant profit du pillage des minerais du Congo, il n'y a aucune mention du Rwanda, le plus grand bénéficiaire du conflit et du pillage des ressources du Congo qu'il alimente depuis tant d'années.

Tous ces pays occidentaux, qui se font les défenseurs de la paix, auraient certainement plus de crédit s'ils exerçaient une **pression sur les multinationales** qui sont directement associées avec le financement de la guerre et l'exploitation du peuple Congolais. Les noms de ces corporations sont pourtant bien connus. Parmi celles-ci, on cite entre autres Traxys, OM Group, Blattner Elwyn Group, Freeport McMoran, Eagle Wings/Trinitech, Lundin, Kemet, Banro, AngloGold Ashanti, Anvil Mining, et First Quantum.

L'approche de **la Communauté Internationale fait abstraction absolue de la question de la souveraineté des ressources**, point central de la guerre géostratégique sur les richesses du Congo; une guerre qui a justifié l'assassinat par l'Occident en 1961 de Patrice Lumumba, premier ministre démocratiquement élu du Congo et l'installation au pouvoir du dictateur Mobutu pendant trois décennies. C'est au nom de cette même philosophie que les Etats Unis ont soutenu et financé l'invasion du Congo en 1996 et 1998 par le Rwanda et l'Uganda, au détriment du mouvement non-violent et pro-démocratique populairement supporté, début des années 1990, par les masses congolaises lors de la Conférence Nationale Souveraine.

L'obsession à focaliser les efforts dans la partie Est du Congo riche en minerais cache mal les intentions des lobbies à Washington qui préconisent sans cesse la balkanisation du Congo.

L'opinion selon laquelle le conflit du Congo est solvable seulement en mettant fin aux «métaux de guerre» n'est pas réaliste. La **solution** plausible et probablement aussi la plus rapide serait plutôt **diplomatique et politique**. On a déjà vu comment la pression internationale peut être efficace. C'est le cas de la mise au garage en janvier 2009 de Laurent Nkunda et de la démobilisation du CNDP, son groupe rebelle, par celui-là même qui en était le commanditaire, le président Paul Kagame du Rwanda. Des pressions plus robustes devraient être exercées sur Kagame et Museveni qui sont à la racine du conflit depuis 1996.

Les pays occidentaux devraient forcer tous les acteurs de la crise à s'asseoir autour d'une table de négociation, plutôt que de renforcer l'approche militariste avec sa dichotomie des "bons" contre les "mauvais". La réalité est bien plus sombre que l'image du Blanc et Noir comme on le croit.

Cette approche politique et diplomatique que l'on pourrait recommander à la Communauté Internationale devrait être fondée sur les prescriptions suivantes:

1. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne devraient peser lourdement sur leurs clients le Rwanda et l'Uganda avec menace de suspendre l'aide, si nécessaire.
2. Imposer des sanctions sur les compagnies et individus engagés dans le trafic des minerais avec des groupes rebelles ou avec l'aide des pays limitrophes au Congo, particulièrement le Rwanda et l'Uganda.
3. Rejeter sans la moindre tergiversation la militarisation de la région des grands Lacs par le truchement de l'AFRICOM qui a déjà causé plus de misère aux populations civiles.
4. Rejeter le renforcement des régimes autoritaires comme celui de Museveni en Uganda, (en place depuis 1986) et de Kagame au Rwanda, (qui a gagné les élections en 2003 avec 95% des votes);

Rejeter la restriction de l'espace politique dans tous les pays de la région des Grands-Lacs par ceux qui sont au pouvoir.²⁷

Comme plusieurs observateurs congolais l'avaient prédit, aujourd'hui le Gouvernement de Kinshasa et l'ONU cherchent des boucs émissaires à sacrifier sur l'autel de l'occupation militaire rwandaise du Kivu avec son lot des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Parmi ces boucs émissaires on trouve les FDLR, les Mai-Mai, certaines ONG, des prêtres, etc. La confection de cette liste des boucs émissaires est l'œuvre des experts internationaux travaillant sur le compte de l'ONU. Toutefois, la liste des personnes qui facilitent l'achat des armes et celle des banques par lesquelles transitent des millions des dollars pour alimenter la guerre et blanchir l'argent du coltan de sang manquent cruellement dans les rapports des experts.

Pour plusieurs observateurs, la mise à l'avant-scène des FDLR, des Mai-Mai, et des Confessions religieuses préfigurés les cibles prochaines de la guerre de conquête du Kivu. Les cambriolages des couvents au Sud-Kivu ainsi que la guerre totale contre les Mai-Mai du Kivu ne sont pas des faits du hasard.

A propos du travail des experts, l'omission des parties principales au conflit congolais, à savoir, le Rwanda et l'Ouganda, pousse les observateurs à dénoncer une volonté délibérée de certaines grandes puissances de couvrir les militaires rwandais et ougandais qui s'infiltrèrent actuellement clandestinement dans les provinces de l'Est de la RDCongo et de couvrir les manœuvres d'occupation progressive des provinces de l'Est du pays.

On espère que les experts de l'ONU honoreront leur qualité d'experts pour établir sans complaisance toutes les responsabilités nationales, régionales et internationales dans la guerre qui sévit en RDCongo depuis 13 ans et qui a coûté la vie à 7 millions des congolais. Les congolais attendent d'eux de pousser leurs conclusions jusqu'à l'évidence de l'expansionnisme territorial rwandais vers les mines du coltan du Kivu.

Autrement, on peut arrêter tous les tous les Hutu de part le monde, imposer l'embargo des armes aux FDLR et aux Mai-Mai du Kivu, mais tant qu'on laissera agir le Rwanda et l'Ouganda, deux pays qui ne cachent pas leurs ambitions territorialistes et expansionnistes, il n'y aura pas de paix au Kivu. Et, tant que les grandes puissances manipulatrices du Conseil de Sécurité de l'ONU chercheront à dédouaner le Rwanda et l'Ouganda de leurs lourdes responsabilités dans le conflit congolais, il n'y aura ni paix ni développement au Kivu.

Ainsi donc, tout réseau de financement terroriste doit être démantelé dans la région: celui des FDLR, mais aussi du CNDP et de la LRA. La même justice internationale doit s'occuper du dossier des terroristes Laurent Nkunda et Bosco Ntaganda qui constituent un éléphant dans la maison Congo, pour que la crédibilité de la justice internationale n'en pâtisse (si elle ne l'est pas déjà) et pour ne pas laisser les vieux loups de la Région des Grands Lacs Africains s'échapper vers les pâturages verdoyants du Kivu.²⁸

ARRIVÉE MASSIVE DE «RÉFUGIÉS CONGOLAIS» DU RWANDA

²⁷ Cf Kambale Musavuli et Bodia Macharia - Friends of the Congo – congoforum, 01.12.09

<http://www.congoforum.be/fr/nieuwsdetail.asp?subitem=1&newsid=163301&Actualiteit=selected>

²⁸ Cf Beni Lubero Online, 02.12.'09

http://www.benilubero.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1721&Itemid=48

Des mouvements massifs des populations en provenance du Rwanda s'observent de plus en plus dans les territoires de Masisi et Rutchuru **depuis près de 4 mois maintenant**. Ces personnes traversent clandestinement la frontière à partir de Kibumba, à une vingtaine de kilomètres au nord de Goma, sur l'axe Rutchuru. Leur nombre est estimé à plus de 12 mille familles. Ils se réclament être des réfugiés congolais, a indiqué Laingulia Njewa, coordonnateur de la Commission nationale pour les réfugiés au Nord-Kivu (CNR). Selon toujours le coordonnateur de la CNR, ces retournés n'ont aucun document sur eux attestant leur statut de réfugiés au Rwanda. Accompagnés de leurs bétails pour certains, ils se sont installés dans des villages tels que Kirolirwe, Kitchanga, Mushaki, Bihambwe, dans la ferme de Kisuma et ailleurs. 80 % de ces populations déclarent provenir des camps de réfugiés de Byumba et Kibuye au Rwanda. Le coordonnateur provincial de la CNR précise: «En ce qui concerne les motifs qu'ils avancent, ils disent qu'il y a diminution de la ration dans les camps et qu'ils profitent de la rentrée scolaire pour faire inscrire leurs enfants ici à l'école. Toutefois, selon les informations que nous avons, le mouvement au niveau des camps des réfugiés au Rwanda est stable et ne connaît aucun taux de diminution». Le retour de ces réfugiés crée des frustrations au sein des populations de Masisi et de Rutshuru.²⁹

Le 24 novembre, le ministre de la Communication et Médias et porte-parole du gouvernement, **Lambert Mende**, a qualifié cette situation d'anormale. Toutefois, il a été formel: «Il est difficile d'établir le nombre définitif de réfugiés congolais au Rwanda à partir des seuls chiffres du HCR. Car, ces chiffres ne comptent que les individus vivant dans les camps. Nous savons qu'il existe des réfugiés qui sont hébergés dans des familles. Ceux qui sont revenus l'ont fait de manière plus ou moins anarchique. Mais, si ce sont des Congolais, ils ont le droit de rester dans leur pays. S'ils sont Congolais, nous le saurons, car ils seront vérifiés. Ils seront vérifiés qu'ils le veuillent ou non, et si ce sont des étrangers, ils seront rapatriés dans leur pays».³⁰

Une carte du PNUD.

Une carte établie par le PNUD dit tout du coup de force que la communauté internationale voudrait assener à la RDCongo.

Plusieurs zones et villages désignés comme «zones de retour prioritaire durable» ou «zones de retour potentiel» des réfugiés n'ont jamais connu de population rwandophone (Tutsi ou Hutu). Plusieurs zones dites de retour n'ont jamais vu une partie de leur population se réfugier au Rwanda ou en Ouganda.³¹ Ainsi donc, il ne s'agit pas de retour mais d'une agression car on ne retourne que là où l'on avait été auparavant.

Cette carte du PNUD montre aussi que les villages victimes des incendies sont des zones dites de retour prioritaire ou potentiel, ce qui confirme la thèse selon laquelle les incendies des villages préparent l'occupation rwandaise: il faut chasser par le feu les populations congolaises de leurs terres pour les faire occuper par des rwandais. Le mobile économique est aussi visible dans cette carte du PNUD. Les zones riches en pétrole (vallée de la Semuliki), coltan, or, diamant, cassitérite (Vuyinga-Manguredjipa), etc. sont celles reprises sur cette carte comme zones de retour prioritaire.³²

La réaction des Députés du Nord Kivu.

²⁹ Cf Radio Okapi, 20.11.'09

³⁰ Cf Radio Okapi, 24.11.'09

³¹ C'est le cas de Kyondo-Kirindera, Vurondo-Butuhe-Masoi en Territoire de Beni; Vuyinga en Territoire de Lubero, etc.

³² Cf Beni Lubero Online, 12.11.'09

http://www.benilubero.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1691&Itemid=2

Le 26 novembre, les députés nationaux du Nord-Kivu rendent publique une déclaration politique suite à l'immigration clandestine et massive dont la province est victime à partir du Rwanda. Voici leur déclaration:

«Nous les Députés du Nord Kivu

- Alertés par nos bases respectives sur les migrations aussi clandestines que massives des populations du Rwanda vers la RDC, notamment par Kibumba, Bunagana, et Ishasha ;
- Indignés d'apprendre que cette population, dont une grande partie se déplace avec bétail et armes de guerre, ne subit aucun contrôle frontalier ;
- Etonnés de la déclaration du Gouvernement de la RDC et de celle du Haut Commissariat pour les Réfugiés, qui disent tous ignorer la provenance exacte, les identités et les objectifs réels de ces personnes estimées à plusieurs dizaines de milliers dont la plus part ignorent même la position exacte de leurs destinations et se déversent en désordre sur le territoire congolais ;
- Voyant dans cette rentrée incontrôlée un glissement de populations rwandaises pour l'occupation de la province du Nord Kivu, dont bon nombre de natifs sont justement dispersés par des opérations militaires incessantes ainsi que des incendies d'habitations qui créent ainsi des vides ;
- Déterminés à barrer la route à toute action qui menace l'intégrité territoriale de la RDC ;

C'est pourquoi nous

1. Dénonçons et condamnons cette énième tentative de balkanisation du pays, d'où qu'elle vienne ;
2. Condamnons le Gouvernement de la RDC dont le manque d'initiative dans cette affaire nous paraît suspect ;
3. Invitons le Gouvernement de la RDC à stopper ces flux migratoires incontrôlés, à désarmer et identifier les immigrés qui sont déjà à l'intérieur du pays et, le cas échéant, les retourner dans leur pays d'origine ;
4. Réitérons, pour un retour serein des réfugiés, notre soutien à la Résolution ad hoc de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement tenue à Goma en janvier 2008, laquelle résolution conditionne le retour des réfugiés à la mise sur pieds d'une commission tripartite (RDCongo – Rwanda – HCR) intégrant notamment, pour la partie congolaise, les vrais chefs coutumiers».³³

Considérations.

À en croire la commission nationale des réfugiés pour le Nord-Kivu, des informations en leur possession confirment que «le mouvement au niveau des camps des réfugiés au Rwanda est stable». Donc, les réfugiés congolais qui y sont installés n'ont pas quitté leur camp. D'où proviennent alors ces réfugiés qui arrivent au Kivu?

Devant cette situation, l'on note déjà un regain de tension dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. Les populations locales qui sont demeurées sur place nonobstant l'état de guerre qui sévissait dans cette partie de la province, sont surprises par cette arrivée massive qui aura des conséquences sociales graves si la situation n'est pas bien gérée. Des conséquences susceptibles d'engendrer dans l'immédiat des conflits fonciers si les personnes qui viennent d'arriver ne justifieraient pas leur appartenance à tel ou tel autre village. Or, les conflits fonciers ont toujours servi de prétexte au Kivu pour déclencher des conflits armés.

³³ Cf Beni Lubero Online, 01.12.'09

http://www.benilubero.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1720&Itemid=2

Depuis quelques semaines, tous les médias dénoncent l'entrée massive de rwandais au Nord-Kivu au niveau de Monigi, Kibumba, Bunagana, et Ishasha. Destination première, c'est le Masisi, le sud du territoire de Lubero et Rutshuru où depuis quelques mois on assiste à l'incendie systématique des villages pour pousser les populations à vider les lieux et permettre l'installation de nouveaux venus. Chose étonnante, ces nouvelles populations ne savent pas situer sur la carte de la République les localités occupées, ne parlent pas la langue locale, le swahili et ne maîtrisent que le kinyarwanda. Pire, elles entrent avec armes et munitions de guerre sur le territoire congolais.

L'autre crainte est celle des «déplacés internes» qui regagnent aussi progressivement leur milieu d'origine. Que se passerait-il si jamais demain ils constateraient que leur terre est occupée par d'autres personnes? Bien sûr qu'il y aura des affrontements armés avec mort d'hommes. À ce propos, des hypothèses des plus invraisemblables sont enregistrées au fil des jours. Notamment celle du «dépeuplement et de peuplement» dans une certaine partie des provinces du Kivu. Pourquoi avoir seulement choisi des villages qui, autrefois, étaient sous le contrôle du CNDP? La contradiction a atteint son comble: pendant que les populations congolaises sont dans les camps de réfugiés, leurs villages sont repeuplés. Il revient au gouvernement d'agir avec diligence avant qu'il ne soit débordé. Le Kivu a besoin de paix.³⁴

LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le 4 novembre, réunis en assemblée, **les prêtres diocésains et religieux du Diocèse de Butembo-Beni (Nord Kivu)**, ont passé en revue la situation socio-sécuritaire qui prévaut sur toute l'étendue de leur Diocèse et ont rendu public un message pour une prise de conscience renouvelée. Les Prêtres dénoncent la triste réalité de l'insécurité sans cesse croissante tant en milieu rural que urbain.

En milieu rural, on continue de signaler des maisons incendiées, des femmes violées, des hommes pris de force pour transporter le butin des pillages ou pris en otage, des enfants atterrés dans la brousse, des personnes tuées, des cadavres non enterrés, des milliers de déplacés parmi lesquels des femmes et des enfants ainsi que des personnes âgées. Et cela entraîne comme conséquences: des écoles abandonnées et tout naturellement des enfants non scolarisés, des structures sanitaires et de développement complètement pillées...

En milieu urbain, on remarque une persistance constante de l'insécurité nocturne: assassinats, mutilation des corps en vue d'un trafic d'organes humains, vols en mains armées et cambriolages par des hommes en uniforme, vols de téléphones, d'argent et d'autres objets de valeur. Selon le témoignage des rescapés de ces actes ignobles, ces forfaits sont perpétrés par des hommes souvent en uniformes ou cagoulés et armés. L'on cite nommément les FDLR et leurs similaires, les Maï Maï PARECO et des éléments des FARDC récemment intégrés. Tout porterait à croire à l'existence d'une volonté délibérée de semer la panique et la désolation pour que la population abandonne sa terre et vive dans l'errance. On est tentés de croire que ce qui est en train de se réaliser dans les Provinces du Nord et du Sud-Kivu n'est pas l'effet accidentel du hasard, mais bel et bien la poursuite d'un programme bien établi et un plan concocté à réaliser. Face à ce plan, conseiller à la population de vider l'intérieur et de rejoindre les grandes agglomérations serait laisser libre cours à l'occupant. D'autre part, le peuple a déjà fait son choix et tranché court: «Nous préférons rester chez nous». Alors, il faudra s'attendre à que le carnage soit généralisé. Cette situation succinctement décrite interpelle tous les Citoyens Congolais, appelés à se mettre debout pour bâtir un pays où règnent la vérité, la justice, la réconciliation et la paix.³⁵

"Allons! Allons! Aux pieds de l'Afrique nous capturons l'apartheid" (Georges Ombinda)

³⁴ Cf Le Potentiel – Kinshasa, 23.11.'09

http://www.lepotentiel.com/afficher_article.php?id_edition=&id_article=89133

³⁵ Cf Beni Lubero Online, 17.11.'09

http://www.benilubero.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1699&Itemid=2